

République Française

Département de l'Aube

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Bar-sur-Aube

SEANCE DU 17 SEPTEMBRE 2024

Nombre de Membres

Membres en exercice	Présents	Votants
27	20	20 + 2 pouvoirs

Date de convocation

11 septembre 2024

Date de publication

18 septembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil municipal, qui a eu lieu à l'hôtel de Ville, sous la présidence de **Philippe BORDE**, Maire.

Présents : **Michel AUBRY, Claudine BAUDIN ERARD, Evelyne BOCQUET, Philippe BORDE, Angélique CHEVRE, Marie-Agnès CRESPIN PAIS DE SOUSA, Jean-Luc DEROZIERES, Simone DEVAUX, Raynald INGELAERE, Bruno LORILLERE, Pierre Frédéric MAITRE, Jean-Pierre NANCEY, Régis RENARD, Marie-José ROY-DECHANET, Jean-Baptiste SCHREINER, Mélanie SIGNORY, Isabelle VAN-RYSEGHEM, Karine VERVISCH, Serge VOILLEQUIN, Lucienne WOJTYNA.**

Absents : **Katty CLAYES TAHKBARI, Raphaël DA CRUZ, Pierre MARY, Pascale PETIT, Mickaël VAIRELLES.**

Représentés : **Anita DANGIN pouvoir à Evelyne BOCQUET, Emmanuel PROVIN pouvoir à Bruno LORILLERE.**

Madame Simone DEVAUX a été nommée secrétaire de séance.

N° de délibération : 04_17092024

N°04 : TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES EXONÉRATION DES LOCAUX APPARTENANT À UNE COLLECTIVITÉ TERRITORIALE OU À UN EPCI OCCUPÉS PAR UNE MAISON DE SANTÉ

Rapporteur : Monsieur Philippe BORDE

Le Maire expose les dispositions de l'article 1382 C bis du code général des impôts permettant au conseil municipal d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties les locaux appartenant à une collectivité territoriale ou à un établissement public de coopération intercommunale et qui sont occupés à titre onéreux par une maison de santé mentionnée à l'article L. 6323-3 du code de la santé publique.

Eu égard aux difficultés rencontrées par notre territoire, comme l'ensemble des territoires ruraux, dans le domaine des professions médicales et afin de favoriser le maintien et l'implantation de professionnels de santé au sein de la maison médicale, il est proposé de mettre en place un taux d'exonération de 100% de la taxe foncière sur les propriétés bâties des locaux appartenant à une collectivité territoriale ou un EPCI et occupés par une maison de santé, à compter du 1^{er} janvier 2025, pour une durée de 5 ans.

Vu l'article 1382 C bis du code général des impôts,

Vu l'avis favorable de la commission des finances et ressources humaines en date du 10 septembre 2024,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **DECIDE D'EXONERER** de taxe foncière sur les propriétés bâties les locaux appartenant à une collectivité territoriale ou à un établissement public de coopération intercommunale occupés à titre onéreux par une maison de santé pendant une durée de 5 ans
- **FIXE** le taux de l'exonération à 100%
- **CHARGE** Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre des délibérations
Philippe BORDE, le Maire de Bar-sur-Aube

FI



.....*Simone DEVAUX*....., secrétaire de séance

Devaux